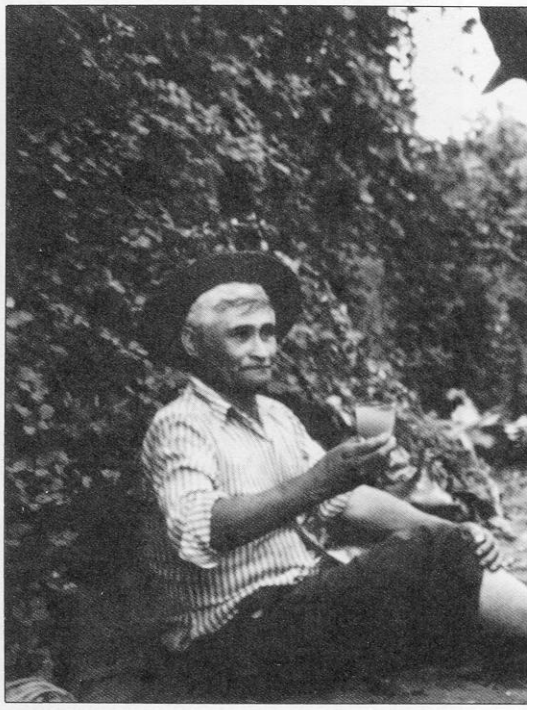
PAYSANS SANS TERRES

LES SQUATTERS RURAUX DU CHILI

par NEILL McKEE et MICHELLE HIBLER



Les campements de *squatters,* depuis longtemps un problème dans les villes du Tiers-Monde, surgissent sur les collines rocheuses et vieilles routes abandonnées de la campagne chilienne. Beaucoup de ces *aldeas*, ou nouveaux villages, semblent être permanents. D'autres se deplacent au gré des récoltes.

Les habitants des *aldeas* du Chili sont, depuis toujours, des agriculteurs. Mais ils sont maintenant sans terre ou sans travail, souvent les deux.

Les politiques économiques du gouvernement chilien influant sur le développement agricole sont à la source du problème. Entre 1965 et 1973, les stratégies économiques du Chili ont donné lieu à des interventions d'État, sous forme de régulation des prix, de subventions pour les intrants et de crédits, de limitation du taux d'intérêt et de protectionnisme. Cette période a également vu une réforme foncière : 6 000 grands domaines ont été expropriés.

Depuis 1973 cependant, le régime militaire a levé les restrictions, coupé les subsides et supprimé les contrôles pour réorienter l'agriculture, comme les autres secteurs d'activité, vers une économie de marché. La réforme foncière s'est également transformée : le tiers des terres expropriées ont été remises à leurs anciens propriétaires, un tiers des terres ont été morcelées et concédées à quelques 40 000 familles, et le reste a été vendu aux enchères.

Cette série de réformes foncières a sonné le glas de l'ancien système des *haciendas*. Par ce système féodal, les grands propriétaires employaient de nombreuses familles pour travailler sur leurs terres; en retour, ils prenaient la responsabilité sociale, politique et économique de "leurs" paysans. Depuis la venue d'une forme d'agriculture très capitaliste, avec des fermes moins étendues, et d'un nouveau régime politique, il n'y a plus pour le propriétaire d'avantages à assumer la responsabilité d'une armée de paysans. Ces derniers ont donc été évincés des fermes.

Les dépossédés n'ont pas, comme ils l'auraient fait dans d'autres pays, gonflé la population des bidonvilles. Bien qu'il n'y ait pas eu de recensement au Chili depuis 1975, une étude de l'emploi, de la migration et de la production des paysans, effectuée par le Groupe de recherches agraires de *La Academia de Humanismo Cristiano*, indique que la population urbaine est demeurée stable.

La principale raison pour cela est la rareté de l'emploi dans les villes, en particulier de l'emploi industriel. Depuis l'élimination des mesures protectionnistes, les produits locaux ne peuvent plus concurrencer les importations.

Comme le dit Jaime Crispi, responsable du projet, les paysans chiliens veulent demeurer ce qu'ils sont et obtenir de la terre par n'importe quel moyen; mais il y a peu de terres disponibles.

Dans la zone centrale fertile du pays, qui entoure Santiago — le nord de la région agricole — il y a eu expansion de la production d'exportation, surtout fruitière, dans les fermes de grande et de moyenne taille. D'abondants capitaux ont été investis dans ces fermes modernes et mécanisées qui comptent pour 90 p. 100 de la production agricole du Chili. Ces fermes ont besoin de peu de main-d'oeuvre, sauf au moment de la récolte : les besoins augmentent alors par un facteur de 10 ou de 15.

Dans le sud, juste avant que le pays se morcelle en péninsules bordées par des fjords, la production laitière prédomine. C'était anciennement une région de culture du blé, mais l'élimination des subsides pour l'engrais et d'autres intrants et la levée des restric-

Dans le Nord, les dépossédés gonflent les rangs des travailleurs saisonniers dans les grandes exploitations fruitières. Et dans la région moins fertile du Centre, les fermiers sont pris au piège économique : plus ils produisent, plus les prix baissent.

tions à l'importation ont rendu cette culture non concurrentielle. Les fermes laitières, comme les exploitations fruitières, exigent beaucoup de capital et peu de main-d'oeuvre. Il y a peu de place pour les petits producteurs. En fait, plusieurs des petites fermes qui avaient été concédées dans cette région ont été vendues depuis aux grands producteurs, à cause de l'économie d'échelle réalisée par ce type d'agriculture, ce qui a amené le regroupement des terres les plus fertiles dans quelques mains.

Entre ces deux régions se trouve une bande de terres moins fertiles, consacrées traditionnellement aux cultures vivrières dans le nord et au blé dans le sud. On a investi peu de capitaux dans cette région à cause des faibles profits escomptés. La production fluctue entre diverses plantes vivrières : pommes de terre, haricots, betteraves à sucre, selon leur rentabilité. Il y a de la place ici pour les petits fermiers.

Les chercheurs soupçonnent que c'est là que la plupart des personnes déplacées — 200 000 environ — tentaient de cultiver, et que cela s'accompagnait de grandes migrations internes. Leurs soupçons ont été confirmés.

L'étude a révélé que beaucoup de paysans ont rejoint des amis et des parents qui possèdent de la terre dans cette région. Certains ont trouvé de l'emploi sur des petites fermes et d'autres se sont rabattus sur le métayage, en particulier dans le sud. D'autre encore sont devenus de "nouveaux villageois".

Ainsi, dans la région de Temuco proche de la zone laitière, on cultive le blé. Les Indiens Mapuche ont toujours été propriétaires dans les réserves de cette région. Les parcelles individuelles sont exiguës et le sol, qui produit depuis des générations sans beaucoup de fertilisation, est pauvre. Tous ceux qui ont pu échapper à la culture du blé font maintenant diverses cultures vivrières. Il y a peu d'emploi offert dans les fermes laitières voisines et les incidents de frontière ont mis fin aux migrations de travailleurs vers l'Argentine. Chaque année, pour deux ou trois mois, les Mapuches partent donc à pied pour la région fruitière, où ils travaillent à la récolte. Même s'ils ne gagnent guère plus que le salaire minimum, ils ont l'impression, comme le dit Crispi, «qu'on leur fait une faveur, car c'est là la seule façon qu'ils peuvent faire un peu d'argent».

Au nord de cette région et au sud de la zone fruitière, la polyculture offre plus d'emplois. Mais étant donné que les récoltes mûrissent en même temps que les fruits, les agriculteurs ne peuvent se déplacer. Si beaucoup de personnes se sont rendues dans cette région en quête de travail, les chercheurs soupçonnent qu'ils s'en iront dès qu'ils le pourront parce que la base économique de la région est trop faible pour les faire vivre.

L'étude subventionnée par le CRDI a prouvé que le système agricole actuel du Chili, tourné vers l'exportation, dépend des paysans, dit Crispi. Le travail saisonnier, indispensable à la survie des grandes exploitations fruitières, n'est disponible que dans la mesure où une armée de pauvres cherche désespérément un revenu.

L'appauvrissement des paysans a été démontré tout au long de l'étude. Crispi note que, si 40 000 petites fermes ont été créées par la distribution des terres, leurs exploitants ne produisent que ce qu'ils connaissent, sans quelque intrant que ce soit, étant donné que les subsides et les crédits ne sont plus disponibles : pommes de terre, haricots et autres denrées de base qui génèrent les revenus les plus bas. L'accroissement résultant des denrées, joint à la baisse du pouvoir d'achat des pauvres, déprime le prix de ces produits sur les marchés.

La seule façon pour les fermiers de maintenir leur revenu est de produire et de vendre plus, ce qui fait baisser les prix encore plus. Si ce phénomène rend les denrées de base plus accessibles, les paysans sont finalement obligés de chercher du travail ailleurs pour maintenir leur revenu, ce qui accroît le bassin de main-d'oeuvre temporaire.

Les résultats de l'étude sur l'emploi des paysans ont été distribuées aux nombreuses organisations non gouvernementales à l'oeuvre dans les régions rurales du Chili. «Il est très important pour nous, dit Crispi, de voir notre recherche traduite en action.»

La recherche enregistre ce qui se passe au Chili. «C'est très important pour l'avenir, parce qu'il nous faudra un jour des solutions, ajoute-t-il. Nous ne cherchons pas à bouleverser quoi que ce soit, mais seulement à montrer la vérité.» □